



Independent observer
of the Global Fund

LORS DE LA CONFÉRENCE SUR L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT, LES GRANDS LIGNES DU PLAN POUR CONSOLIDER L'AGENDA DE L'APRÈS-2015 ONT ÉTÉ TRACÉES

Une réunion de haut-niveau des parties prenantes au niveau international s'est tenue à Addis-Abeba du 13 au 16 juillet pour développer une stratégie de financement des objectifs de développement durable après 2015 dans un contexte de crise financière et au moment où l'accent est mis sur l'augmentation des financements nationaux en matière de développement.

Selon les projets de document final, l'ébauche d'une feuille de route pour financer les objectifs de développement durable est en place. La version finale incluant la taille de l'enveloppe nécessaire n'a pas encore été écrite.

« L'accord d'Addis-Abeba sera la preuve de notre engagement en faveur de la justice et de l'égalité », a affirmé Hannah Bowen, la directrice d'ACTION, dans un communiqué à l'ouverture de la conférence. « La vie de beaucoup s'est améliorée depuis quinze ans, mais les décideurs doivent définir comment nous tous – société civile, commerces, gouvernements – financeront les programmes qui visent les plus pauvres et les personnes les plus vulnérables dans le monde. »

Les stratégies de financement en discussion à la conférence envisagent une approche pluridimensionnelle pour la mobilisation des ressources, piochant dans les fonds publics et privés, internationaux et nationaux, pour fournir un coup de pouce à l'agenda de développement alors que les investissements se sont stabilisés, notamment dans les pays qui en ont le plus besoin.

Les chiffres publiés par les Nations-Unies avant la conférence montrent que si l'aide au développement a augmenté de 130 milliards de dollars en 2013, la part des pays les moins développés était en déclin. Une

des conséquences de ce déclin est le manque d'accès aux soins de santé de base pour 400 millions de personnes dans le monde.

Le Fonds mondial est l'une des agences multilatérales reconnues comme aidant à obtenir des résultats dans le domaine de la santé et un appel a été lancé pour renforcer la coordination internationale et les systèmes de santé nationaux afin de remplir les objectifs de la couverture de santé universelle.

Des suggestions émises pendant la conférence pour fournir un soutien global renforcé aux pays les moins développés ont inclus l'allocation générale de 50% d'aide au développement, d'exemption des droits de douane et d'accès aux marchés sans quota.

Les conditions strictes reliées à cette aide pourraient cependant atténuer son impact dans les pays qui, en dépit de leur position économique fragile, respectent les directives de la Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'Aide. Même si la volonté des bailleurs de fonds de soutenir financièrement les pays en développement est moindre qu'avant, cela reste un moyen privilégié dans beaucoup de pays, comme l'a répété un délégué tanzanien lors d'une réunion préparatoire.

L'investissement prend plusieurs formes a rappelé un ministre des Finances africains cité par le Centre pour le Développement mondial : l'accent doit être mis sur les offres d'emploi, les ressources et la croissance – car il ne s'agit pas que de se contenter de recevoir de l'aide.

S'écarter de l'aide est une décision stratégique comme le souligne un rapport portant sur la volonté moindre des bailleurs d'investir dans le développement publié en marge de l'événement organisé par Onusida et la Fondation de la famille Kaiser. Le rapport conclut que le financement de la lutte contre le VIH dans les pays à moyen et faible revenu pour 9 des 14 gouvernement étudiés a soit baissé ou stagné en 2014.

[Le rapport](#) montre que la majeure partie de l'augmentation du soutien de la lutte contre le VIH en 2014 est due au Royaume-Uni qui a augmenté son soutien bilatéral ainsi que sa contribution au Fonds mondial.

Les discussions sur le financement national ont été intenses pendant la conférence, reflétant les changements au niveau mondial et régional. Les participants se sont vu rappeler que si l'aide au développement restait pertinente, elle n'était pas suffisante étant donné les besoins qui étaient criants.

Les pays doivent donner la priorité à l'économie et au développement social. Historiquement, aucun pays ne s'est jamais développé uniquement grâce à l'aide étrangère.

Les Etats africains qui forment la plus grande partie des pays les moins développés ont fait beaucoup d'efforts pour mobiliser leurs ressources nationales comme l'ont relevé les participants durant le tour de table du 14 juillet.

Ces quatre dernières années, les pays africains ont augmenté leur participation dans la réponse contre le VIH de 150%. Et ce alors que l'investissement national au niveau mondial a doublé entre 2006 et 2011 dans la lutte contre le VIH, la TB et le paludisme.

Ce type d'augmentation va certainement se confirmer alors que de nombreux pays se sont engagés à la couverture de santé universelle après la première conférence des ministres de la Santé africains organisée en avril 2014 à Luanda en Angola.

La conférence devrait donner une idée des positions prises par les bailleurs de fonds avant le 5^{ème} cycle de reconstitution des ressources prévu pour la mi-2016.

« Le cycle de reconstitution des ressources est une opportunité pour les pays de montrer que le programme d'action d'Addis-Abeba signifie plus que des paroles en l'air », a affirmé Bowen.

[Read More](#)
